



DÉCLARATION PRÉALABLE

CDEN du 17 avril 2020

CARTE SCOLAIRE

Injuste, inégalitaire, incompréhensible !
Qui augure mal des réponses apportées à ce désastre historique.

Les annonces de réouvertures progressives à partir du 11 mai des établissements scolaires, qui sont des lieux de forte circulation du virus, nous inquiètent fortement. Le risque de rebond de l'épidémie est d'autant plus réel que le déconfinement sera précoce, comme nous le constatons malheureusement en Asie.

Comment procéder à la réouverture des établissements, notamment des écoles où il ne sera pas possible de faire respecter les gestes barrières et la distanciation à de très jeunes élèves ? Comment respecter la distanciation à 35 élèves dans une même classe en collège et lycée ? Quelles seront les conditions de l'échelonnement de la reprise ? Quel matériel sera mis à disposition des élèves et des personnels ? Comment désinfecter les lieux scolaires plusieurs fois par jour ? Quelles sera l'ampleur du dépistage par des tests ? Quid des personnels « à risque » ? Autant de questions qui auraient mérité des réponses et une réelle concertation avant l'annonce aventuriste de réouverture des établissements le 11 mai. Et une absence de réponses précises qui témoigne d'une gestion de crise de plus en plus inquiétante...

Après les mensonges sur les masques, après les mensonges sur les tests, le gouvernement va-t-il feindre d'ignorer les enjeux sanitaires d'une reprise scolaire prématurée ?

Pour nos organisations, il s'agit d'une décision essentiellement dictée par des intérêts économiques, alors que la protection des élèves et des personnels doit rester la priorité absolue. Nous y veillerons.

Malgré le plein engagement des enseignant.es pour assurer un lien scolaire avec leurs élèves, les inégalités se creusent. La fracture numérique, partie émergée des inégalités sociales, est lourde de conséquences sur la scolarité des élèves, notamment les plus fragiles.

Dans un tel contexte, nous avons immédiatement demandé un moratoire sur les suppressions de postes prévues pour la rentrée prochaine, tant dans le premier degré (retrait de 19 postes initialement prévu) que dans le second degré (moins 7 postes) et exiger des moyens d'ampleur pour faire face à la gravité de la situation.

Nous n'avons été que trop partiellement entendus, la dotation départementale du premier degré ayant été ramenée à moins un poste par le ministère et le rectorat. Cette nouvelle dotation reste cependant négative et largement insuffisante pour faire face à la situation exceptionnelle. Dans le second degré, toujours rien de nouveau pour faire face au contexte. C'est inacceptable.

Les choix départementaux sont incompréhensibles, injustes, inégalitaires !

Plus d'une cinquantaine d'écoles aux effectifs chargés, en maternelle comme en élémentaire, ne se voient pas proposer d'ouverture. De trop nombreuses fermetures, qui mettront en difficulté les équipes pédagogiques et les élèves, sont imposées.

La carte scolaire qui nous est présentée prévoit la suppression de 9 postes de RASED, 2 postes en établissement spécialisé et de 9 postes de « plus de maîtres que de classes ».

Déjà très largement insuffisants, ces dispositifs centrés sur la prise en charge des élèves les plus en difficultés font l'objet d'une nouvelle saignée dans notre département.

Ce sont les enfants sur lesquels le confinement aura eu le plus d'effets néfastes, qui vont supporter, le plus gravement, les frais des fermetures de postes des dispositifs d'aide appropriés comme des effectifs qui resteront sur-chargés dans de trop nombreuses écoles.

Cette carte scolaire reste avant tout marquée par le sceau du manque cruel d'ambition pour l'École de la réussite de tou.tes les élèves.

Dans ce contexte si particulier de pandémie, et alors que s'annonce une crise économique et sociale d'une rare violence, l'urgence appelle mieux que des mesurette comptables !

La situation montre au contraire à quel point les services publics sont notre bien commun indispensable pour faire face aux crises : celle, sanitaire, qui nous percute violemment aujourd'hui, comme, malheureusement, celles que nous devons anticiper : sociale, économique, démocratique, écologique...

La fonction publique hospitalière, en premier lieu, dont les personnels se mobilisent depuis plusieurs années pour alerter sur la situation délétère des hôpitaux qui ont fait honteusement l'objet de purges budgétaires massives et répétées ces dernières années (suppression de 100 000 lits en 10 ans). Pourtant, on le mesure pleinement aujourd'hui, la santé est notre bien le plus précieux. Et elle ne peut être assurée de façon universelle, égalitaire et au plus haut niveau requis, que par un service public de la santé suffisamment doté, géré de façon démocratique, avec les soignant.es et les usager.es, et non « à la mode » libérale technocratique.

D'autre part, la fonction publique d'État et l'Éducation Nationale, dont les enseignant.es sont en première ligne pour maintenir, sans aucune anticipation, avec si peu de moyens et sans l'aide adéquate de leur institution, un lien scolaire avec les familles et les élèves, et assurer l'accueil des enfants de soignants, sans protection ou si peu.

Bien sûr, la fonction publique territoriale, dont ses agents concourent à des missions d'intérêt général indispensables d'ordinaire, plus encore aujourd'hui (ramassage des ordures, assainissement ; accueil des enfants des personnels soignants, suivi des patientes et des enfants en PMI, aide sociale à l'enfance, accompagnement des plus fragiles, prestations sociales, EHPAD, etc.).

Il aura fallu ce désastre sanitaire pour que les services publics se voient « parés de vertus » par celles et ceux qui n'ont eu de cesse de les dénigrer et les affaiblir depuis 30 ans : restrictions budgétaires, suppressions de postes, management autoritaire calqué sur le privé, réduction et/ou délégation de missions, mise en concurrence, marchandisation franche ou rampante, de la santé, de la culture, de l'éducation, de la transition écologique, des transports, des communications, de l'énergie, de l'assainissement et de la gestion de l'eau, etc...

Les formations professionnelle et agricole ont été adaptées à des logiques d'utilitarisme immédiat sur le marché de l'emploi, dans un contexte favorisant les délocalisations de productions dictées par le dumping social mondialisé.

Ces politiques publiques ont anéanti l'espoir d'une Europe des peuples et des solidarités. Elles ont réduit la France à un « tout petit pays ». Alors que la 6^{ème} puissance économique devrait être en capacité de lever une armée de volontaires et des tonnes de matériel pour prêter main forte aux populations les plus exposées des pays les plus pauvres, le gouvernement court désespérément à l'autre bout du monde, après des masques, du gel, des gants, des réactifs pour les tests...

Nous payons toutes et tous aujourd'hui le prix fort, et pour certain.es de leur vie, cet affaiblissement et cette désorganisation voulus et programmés de l'État social et de l'État de droit.

Aujourd'hui et demain, plus personne ne saura se contenter d'effets d'annonces cosmétiques ou résiduelles comme on nous y aura trop souvent habitué, au gré des aléas de conjonctures de moins en moins maîtrisées et aux conséquences de plus en plus dévastatrices pour les populations. Se satisfaire moins encore de politiques illusionnistes valorisant le pseudo Etat « start up » du soi-disant nouveau monde... dont le vernis peine à dissimuler les recettes éculées d'un néolibéralisme qui écrase « ceux qui ne sont rien » pour le plus grand profit des « premiers de cordée ».

Nous exigeons, pour les salarié.es, les retraité.es, les jeunes de nos établissements, des actes forts, concrets, en rupture fondamentale avec les cures d'austérité précédentes et les satisfecit des tenants des politiques austéritaires mortifères qui s'enivraient, il y a encore si peu, « de faire faire [soi disant] mieux avec assurément [toujours] moins », à grand coup de « new-management » à la fois autoritaire, infantilisant et culpabilisant, et une sacrée dose d'indicateurs technocratiques de performance [oui, mais laquelle ?], chiffres et histogrammes à l'appui. Et s'arrangeant toujours, sans exception, pour que l'arbre cache la forêt et pour que les questions qui fâchent restent systématiquement sans réponse... L'apanage (et le panache vertueux) du dialogue social ne revient décidément pas à celles et ceux qui en ont la responsabilité première.

Eh bien, puisque nous voilà maintenant au pied du mur, nous disons qu'il n'est pas trop tard pour remettre les valeurs et les principes fondamentaux dans le bon ordre, et en tout premier lieu, une économie au service des hommes et des femmes, dans un cadre de démocratie sociale.

Pour faire face à l'urgence de la situation, mais aussi pour préparer l'avenir, nous exigeons des ruptures majeures dans les politiques publiques qui ont prévalu ces dernières décennies. Pour l'Éducation comme pour l'ensemble des services publics, dans notre département comme au niveau national, nous exigeons **un plan immédiat d'investissement massif et le retrait des réformes** qui les ont détournés de leur vocation, en les privant de moyens, en limitant leurs missions, en orientant leurs objectifs vers des logiques de marchandisation, de mise en concurrence généralisée, en renvoyant les usager.es à leur responsabilité et/ou culpabilité individuelle, à rebours de l'intérêt général, de l'égalité d'accès pour toutes et tous sur tout le territoire, et des valeurs de solidarité et d'égalité.

L'absolue priorité doit être la protection des salarié.es et plus largement de la population. Nous exigeons pour les entreprises et les services publics, la mise à l'arrêt de tous les secteurs non vitaux et non nécessaires pour casser la chaîne de propagation du coronavirus.

Nous exigeons la relocalisation des productions de biens indispensables, et lorsqu'elles existent sur le territoire, la réquisition des secteurs économiques et logistiques, notamment pour fournir les matériels de protection (gants, gel, masques, sur-blouses), et de soins (respirateurs, médicaments qui commencent à manquer...).

Des mesures immédiates et exceptionnelles s'imposent pour faire face aux conséquences du confinement, qui exclut un peu plus encore les plus exclu.es : le maintien des revenus des précaires, des intermittent.e.s, des « uberisé.es », comme la réquisition des logements vides pour protéger les sans-logis, les migrant.es, les sans papier...

Pour financer ces premières mesures d'urgence, le contrôle des capitaux et l'interdiction des opérations les plus spéculatives, la taxation des transactions financières et des plus hauts revenus, s'imposent. Parce que la solidarité ne peut pas être l'affaire des seul.es salarié.es.

Le gel du versement de dividendes et du rachat d'actions spéculatives, a fortiori pour les entreprises qui ont bénéficié d'aides publiques et/ou du chômage partiel doit être décidé pour limiter les effets

délétères en cascade de la financiarisation et favoriser l'économie réelle.

Parce que la confiance ne se décrète pas mais se construit, pour engager une refondation sincère du pacte social, le retrait des lois et des projets des réformes régressives, toutes, absolument toutes, passées en force, doit être effectif, notamment la loi sur l'assurance chômage, la loi de transformation de la Fonction publique, le projet de loi sur les retraites par points...

Enfin, mais pas des moindres, parce que nous n'avons pas oublié la répression des derniers mouvements sociaux, l'État de droit et démocratique doit être réinstaurer dans les meilleurs délais, ce qui suppose l'abrogation des lois d'exception, notamment celle d'urgence sanitaire et les 25 ordonnances qui l'accompagnent, mais aussi les mesures d'exception qui ont été inscrites ces dernières années dans le droit commun.

A l'heure où des centaines de milliards sont annoncés pour sauver une économie néolibérale aux abois et aux effets désastreux, l'unité du moment est au réalisme et à la détermination : les services publics sont notre richesse collective pour faire face aux crises qu'elle génère !

L'heure est au confinement prolongé, qui faute d'anticipation, est inéluctable.

Mais le temps du bilan viendra.

Nos utopies réalistes restent intactes et notre détermination entière. Parce que les avancées progressistes ont toujours puisé leurs racines dans des utopies préalables et que la détermination des salarié.es a toujours été indispensable pour les faire aboutir.

Il y aura un après « crise du coronavirus ».

Nos organisations, pleinement engagées aujourd'hui pour faire face à l'urgence, y prendront toute leur place.

Nous n'attendrons pas une nouvelle « fin du monde ». Nous mettrons tout en œuvre pour construire, avec toutes les forces disponibles, les alternatives nécessaires sur tous les fronts : social, économique, démocratique, écologique, féministe et internationaliste.

Pour bâtir une école et une société plus juste, plus libre, plus solidaire ! Où la création des richesses rime avec leur partage !